



[www.cdg62.fr/](http://www.cdg62.fr/)

CENTRE DE GESTION  
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE  
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 28/09/2023

Reçu en préfecture le 28/09/2023

Publié le

ID : 062-286200027-20230926-2023\_44-DE



## DÉLIBÉRATION

2023/44

### **ADHESION DE LA REGION DES HAUTS-DE-FRANCE AU SOCLE COMMUN DE COMPETENCES DU CDG59 POUR L'ENSEMBLE DE SES AGENTS**

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 26 Septembre 2023 à 14 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIERE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

La secrétaire de séance désignée est Mme Béatrice BERROYER, Adjointe au Maire de BETHUNE.

**Etaient présents** : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – Mme Béatrice BERROYER, Adjointe au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale.

**Etaient absents ou excusés** : M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – M. Marc THOMAS, Maire de MOULLE – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Jean-François THERET, Maire de FREVENT – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.

♦ ♦ ♦ ♦ ♦

**Vu** le Code général de la fonction publique ;

**Vu** le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifié, relatif aux centres de gestion institués par la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relative à la fonction publique territoriale ;

**Vu** le décret n° 87-602 du 30 juillet 1987 modifié, pris pour l'application de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif à l'organisation des conseils médicaux, aux conditions d'aptitude physique et au régime des congés de maladie des fonctionnaires territoriaux ;

**Vu** le schéma régional de coordination, de coopération, de mutualisation et de spécialisation des centres de gestion de la fonction publique territoriale Hauts-de-France en date du 13 juin 2022 ;

Monsieur le Président rappelle qu'une collectivité ou un établissement public non affilié peut, par délibération, demander à bénéficier des 5 missions dites insécables prévues à l'article L 452-39 du Code général de la fonction publique, à savoir :

- Le secrétariat des conseils médicaux ;
- L'assistance juridique statutaire, y compris pour la fonction de référent déontologue ;
- L'assistance au recrutement et un accompagnement individuel de la mobilité des agents hors de leur collectivité ou établissement d'origine ;
- L'assistance à la fiabilisation des comptes de droits en matière de retraite ;
- La désignation d'un référent laïcité.

Il indique que, actuellement, la Région des Hauts-de-France adhère déjà au socle commun de compétences du CdG59 avec une assiette de cotisations qui repose uniquement sur les agents qui travaillent dans le département du Nord.

Il précise que, au vu des analyses de la Direction Générale des Collectivités Locales et de la Chambre Régionale des Comptes, la Région des Hauts-de-France ne peut bénéficier du secrétariat des conseils médicaux sans adhérer et cotiser au socle commun de compétences pour l'ensemble de ses agents.

Il présente que, lorsque la Région cotisera au socle commun à un taux de 0,1 % pour l'ensemble de ses agents, la contribution perçue par les Centres de Gestion se décomposera comme suit :

- Au titre du Conseil médical : 80% du montant de la contribution régionale réparti entre les 5 Centres de gestion en fonction du nombre d'agents gérés dans chaque département ;
- Au titre des autres missions :
  - o 15% du montant pour le CdG59 au titre de l'assistance juridique statutaire, de l'assistance au recrutement, de l'assistance à la fiabilisation des comptes de droits en matière de retraite et de la désignation d'un référent laïcité ;
  - o 5% du montant pour le CdG80 au titre de l'assistance juridique statutaire. La désignation d'un référent laïcité.

Il propose, au vu des éléments précédemment présentés, de l'autoriser à signer la convention de coordination des missions des Centres de Gestion au profit de la Région qui figure en annexe de la présente, ainsi que tous les actes relatifs à ces missions.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- *AUTORISE* le Président à signer la convention ainsi que l'ensemble des actes relatifs à l'exercice des missions par les Centres de Gestion des Hauts-de-France au profit de la Région des Hauts-de-France ;
- *AUTORISE* le Président à encaisser les recettes correspondantes.

Ainsi fait et délibéré en séance,  
à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 26 septembre 2023

Le Président,

Joël DUQUENOY